

**Réponse du Conseil administratif à la motion du 15 février 2006 de M<sup>mes</sup> Monique Cahannes, Nicole Valiquer Grecuccio, MM. Gérard Deshusses et Patrice Reynaud, acceptée par le Conseil municipal le 7 juin 2006, intitulée: «La pointe de la Jonction: tu tires ou tu pointes».**

*TEXTE DE LA MOTION*

Le Conseil municipal demande au Conseil administratif de faire état de la mise en œuvre de l'invite de la motion M-377 adoptée par le Conseil municipal le 23 mai 2005 et libellée comme suit: «collaborer avec les autorités cantonales à l'étude d'un projet d'aménagement urbain de qualité prenant notamment en compte la disparition éventuelle de tout ou partie du bâti industriel».

*RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF*

Les divers projets en cours ou annoncés dans le secteur de la pointe de la Jonction depuis l'adoption de la motion donnent des raisons supplémentaires de réaménager les terrains utilisés par les dépôts TPG.

L'installation de la ligne de tram Cornavin-Onex-Bernex sur la rue des Deux-Ponts et la construction d'un immeuble sur le terrain de l'Etat de Genève à l'angle nord du rond-point modifieront la physionomie des lieux et permettront d'amarrer la pointe de la Jonction aux quartiers urbains qui l'entourent. Cet amarrage rendra plus évident encore l'intérêt d'un site exceptionnel à la rencontre du Rhône et de l'Arve et qui a déjà fait l'objet de nombreux projets d'urbanistes. Les derniers en date émanent du concours European 9 destiné aux jeunes architectes du continent et dont les résultats ont été rendus publics le 7 février 2008.

Une solution pour libérer en totalité les terrains occupés par les TPG et dont le Canton est propriétaire ne semble toutefois pas pouvoir être trouvée à brève échéance. Dans sa réponse au Grand Conseil sur la motion M 1370, le Conseil d'Etat déclarait lors du point de presse du 26 août 2006: «Estimant que les conditions économiques d'une restructuration du site ne sont pas encore réunies pour une restructuration de ce secteur et compte tenu de ses priorités actuelles, le Conseil d'Etat propose de planifier à moyen et long terme la poursuite des démarches exploratoires nécessaires à tout projet de réaménagement complet du périmètre (...)».

Cependant, l'adoption de la loi 9845, votée par le Grand Conseil et approuvée par référendum, prévoit que l'Etat devient le seul propriétaire foncier. Comme l'a souligné le Conseil d'Etat, «ce transfert ne résout évidemment pas le problème

de la délocalisation des dépôts TPG du périmètre de la Jonction. Toutefois cette opération devrait permettre de constituer les bases économiques et temporelles nécessaires à la planification de son financement et de sa faisabilité».

Par ailleurs, lors de la récente proclamation des résultats du concours international d'architecture Europan 9, M. Robert Cramer, conseiller d'Etat et membre du conseil d'administration des TPG, déclarait: «Il est clair que l'avenir du dépôt des TPG constitue l'enjeu principal de tout projet d'urbanisme pour ce secteur. Le transfert d'actifs entre l'Etat et les TPG rend aujourd'hui possible un plan d'aménagement pour la pointe de la Jonction.

»Pour la Ville de Genève aussi, il s'agit d'un des lieux les plus importants de la transformation urbaine des prochaines années.

»L'autorité municipale est naturellement invitée à participer à la discussion sur l'aménagement du site, en particulier pour ce qui concerne le domaine public. Dès lors, les recommandations du jury, qui sont de mieux définir, avec l'aide des lauréats du concours, les étapes de réalisation, le programme et la définition des espaces, constituent pour nous la première étape d'un processus de planification. Il verra se réaliser dans quelques années, c'est en tout cas mon vœu le plus cher pour ce périmètre, de nouveaux logements et des activités créatives, dans ce site absolument remarquable de la pointe de la Jonction, situé à deux pas de l'hyper-centre.»

Compte tenu de cette situation, le Conseil administratif est décidé à inscrire cet objet au plan directeur communal.

Par ailleurs, la Ville de Genève entend saisir le conseil d'administration des TPG pour qu'une réflexion soit rapidement engagée afin de trouver un ou des sites de remplacement pour les TPG, condition sine qua non avant toute réalisation.

Enfin, comme l'y invite le conseiller d'Etat en charge du territoire, la Ville de Genève participera avec grand intérêt au suivi des études permettant de mettre en place, dans une première phase, les étapes de réalisation, le programme et la définition des espaces.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:  
*Jacques Moret*

Le conseiller administratif:  
*Rémy Pagani*

Le 2 avril 2008.